

**Les Rencontres « Vigilance Epistémique et Citoyenne »**  
du [Réseau Intelligence de la Complexité](#)

La Rencontre de novembre 2016 se tiendra le 25 Novembre à Paris - FPH, sur le thème:

**« Gouvernance algorithmique, gouvernance territoriale,  
Quels enjeux, quelles vigilances ? »**

-----

**Le projet de ces Rencontres** est de poursuivre notre vigilance épistémique et citoyenne sur les sujets sociétaux qui s'imposent à nous parce qu'ils engagent notre futur et dont les enjeux, au-delà d'une apparente modernité sémantique, apparaissent peu intelligibles a priori.

Observant de nombreux responsables en permanent délit de non-questionnement, donnant des réponses déjà faites à des questions souvent posées à partir d'un seul point de vue, nous proposons dans ces rencontres - qui pourront prendre la forme de séminaires - un retour réflexif sur nos catégories et manières de pensée. Il s'agit de travailler à les situer dans les cadres qui les ont produites, à manifester les « évidences » que nos pratiques quotidiennes toujours sollicitantes ne nous laissent que peu de temps pour interroger comme étant un prêt à penser, pré-catégorisé et pré-notionné. Ce « si bien connu » ne fait-il pas en lui-même obstacle à nos interrogations ?

L'objet de ce séminaire du 25 novembre 2016 est de contribuer à l'intelligibilité de phénomènes sociétaux émergents et de s'interroger sur les conséquences de nos représentations en termes de pratiques sociales, de construction de normes et de rapport à l'action.

Montée sur le format « séminaire » d'une journée, associant praticiens réfléchis et chercheurs épistémovigilants, centrée sur deux thèmes préalablement choisis par l'équipe d'animation du réseau, cette Rencontre repose sur l'idée d'engager activement les participants et les intervenants dans un exercice collectif de pensée complexe en acte. :

**Thème 1** (10h30 - 13 h) : Faire face à la gouvernance algorithmique : riches en données mais pauvres en modélisations et en possibilités de compréhension ? (cf. p. 2)

**Thème 2** (14h 30 – 17 h) : Gouvernance territoriale, bien commun et processus de décision difficilement programmables (cf. p 3)

Deux conférenciers invités contribueront à l'animation de cet exercice collectif qui est préparé et sera coordonné par **Philippe Fleurance** et **Dominique Genelot** :

**[Dominique Cardon](#)** : sociologue français, membre du centre de recherche Orange et professeur associé à l'Université Paris-Est-Marne-la-Vallée au sein du Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés. Il est également membre affilié au Centre d'études des mouvements sociaux de l'EHESS.

**[Pierre Calame](#)** : ancien haut fonctionnaire de l'Équipement, auteur de plusieurs essais sur le rôle et la place de l'État dans la société contemporaine, a été directeur général de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme de 1988 à 2009 puis Président puis Président d'honneur du Conseil de la Fondation.

**Le cadre** : La rencontre se tiendra **le 25 novembre 2016** dans la Grande salle de la Fondation Charles Léopold Mayer, FPH, 38 rue Saint Sabin, Paris, 75011.

Les personnes qui nous feront part de leur intérêt pour cette rencontre (par message à [secretariat-ric@intelligence-complexite.org](mailto:secretariat-ric@intelligence-complexite.org)) recevront **un dossier préparatoire** qui sera adressé (à partir de fin septembre 2016). Le nombre de places étant limité une demande de préinscriptions (avec une modique participation aux frais) sera demandée. .../...

**Les deux Thématiques qui charpenteront la Rencontre de novembre 2016**  
**« Gouvernance algorithmique, gouvernance territoriale,**  
**Quels enjeux, quelles vigilances ? »**

**(1) Faire face à la gouvernance algorithmique : riche en données mais pauvre en modélisations et en possibilités de compréhension ?**

L'accélération du développement technologique telle que l'augmentation de la bande passante internet et des capacités machines, le développement de la mobilité et l'augmentation des possibilités de connexion (WIFI), le Big data (Volume, Vitesse, Variété, Vélocité des « données »), l'internet des objets, la miniaturisation, les nanotechnologies et leur légèreté – portabilité, l'Intelligence artificielle, le deep learning laissent apparaître la possibilité d'un monde nouveau et pour certains, une quatrième révolution industrielle.

Le terme « big data » concerne ce qui recouvre la collecte de données analytiques et hétérogènes dont le traitement nécessite l'utilisation des dernières évolutions technologiques et d'algorithmes puissants, apprenants et « profonds » (machine learning – deep learning). De nombreuses « informations » peuvent ainsi être enregistrées sous forme numérique et documenter, voire orienter, nos comportements à l'aide des technologies numériques et algorithmes dynamiques qui apprennent et se raffinent automatiquement. A rebours de la pensée déductive, dans une vision « bottom up » probabiliste clairement en rupture avec les approches scientifiques classiques de nature principalement hypothético-déductives, le mouvement « big data » peut être caractérisé non seulement par la production de quantités massives de données mais aussi par les bénéfices potentiels (pour l'économie, la santé, l'éducation, ...) que recèlerait l'utilisation de nouveaux outils statistiques permettant d'analyser ces données<sup>1</sup> Les indicateurs chiffrés et leurs traitements mathématisés font alors bien plus que documenter nos comportements dans une nouvelle perspective « d'[humanités numériques](#) », ils les fabriquent pour les manifester, voire les orientent à partir de critères normatifs autoréférents qui souvent échappent à notre entendement. En ce sens, ce nouveau discours numérique, ces nouvelles visualisations ne décrivent pas notre « réalité », ils contribuent à l'engendrer. De l'Homme « naturel » à l'Homme réparé, augmenté, amélioré, connecté, hybridé, instrumenté... la notion « d'humain » est interrogée dans ses fondements du fait du développement et des possibilités offertes par ces nouvelles technologies.

Mais connaître n'est pas seulement mesurer : y a-t-il des signaux pour (re)prendre de la distance ? Le statut privilégié accordé à la quantification dans l'accès au réel n'a pas toujours été aussi prédominant qu'aujourd'hui. Alain Supiot dans son ouvrage « *La gouvernance par les nombres* »<sup>2</sup> retrace le renversement du règne de la loi au profit de la gouvernance par les nombres qui s'inscrit dans la longue histoire de la mathématisation qui trouve – aujourd'hui – son apogée grâce aux possibilités ouvertes par la transformation numérique accordant à la technologie un rôle tout puissant.

La constitution du savoir (et corrélativement la conception des mesures, des actions, ...) selon cette configuration ne peut pas être pensée comme un ordre naturel des choses, c'est une construction sociale autant qu'une construction épistémologique sur laquelle on peut s'interroger.

.../...

<sup>1</sup>Par exemple : Le rôle des big data en médecine <http://www.mckinsey.com/industries/pharmaceuticals-and-medical-products/our-insights/the-role-of-big-data-in-medicine>

<sup>2</sup> Alain Supiot (2015) *La gouvernance par les nombres*. Paris : Editions Fayard

**Les deux Thématiques qui charpenteront la Rencontre de novembre 2016**  
**« Gouvernance algorithmique, gouvernance territoriale,**  
**Quels enjeux, quelles vigilances ? »**

**(2) Gouvernance territoriale, bien commun et processus de décision difficilement programmables**

La révolution des big data et des objets connectés peut laisser à penser que la décision est structurée et facilitée par le travail des algorithmes, que la prédiction devient possible et plus crédible, ... et qu'ainsi la possibilité d'une gouvernementalité « algorithmique » s'offre enfin aux différents responsables.

A contrario de la construction de cette nouvelle « universalité », la préoccupation d'une certaine « réalité du terrain » plus locale et peut-être plus accessible et « actionnable » face à des dynamiques « venues d'ailleurs » plus macro, appelle à réfléchir la gouvernance des systèmes d'action collective territoriaux. Ce sera le principal objet de ce second atelier du séminaire, en particulier en ce qui concerne les enjeux écologiques.

L'interdépendance des enjeux écologiques et sociaux telle que l'avance la philosophie de « l'écologie profonde » ([Arne Naess](#)) implique des solutions systémiques correspondantes, c'est à dire qui ne résolvent aucun problème isolément mais les abordent dans le contexte des autres problèmes qui leurs sont associés.

Ces considérations et le système éthique qu'elles impliquent, sont clairement exprimés dans l'encyclique sur [la sauvegarde de la maison commune](#) du Pape François : 95. *L'environnement est un bien collectif, patrimoine de toute l'humanité, sous la responsabilité de tous. Celui qui s'approprie quelque chose, c'est seulement pour l'administrer pour le bien de tous ; 156. L'écologie humaine est inséparable de la notion de bien commun, un principe qui joue un rôle central et unificateur dans l'éthique sociale ; 157. Le bien commun présuppose le respect de la personne humaine comme telle, avec des droits fondamentaux et inaliénables ordonnés à son développement intégral.*

Sommes-nous préparés à faire ces liens, à prendre en compte les interrelations de nos principaux problèmes sociétaux ?

Au-delà de la rétro-ingénierie et de la pensée linéaire/séquentielle qui pour l'essentiel, caractérise la conception de la gouvernance actuelle, [Pierre Calame](#) constate que « *Dans un monde qui change vite, où de nouveaux défis apparaissent, où les interdépendances changent d'échelle, entre les sociétés, entre l'humanité et la biosphère, les cadres conceptuels et institutionnels d'hier deviennent le principal obstacle à notre capacité à faire face* ».

Les défis environnementaux (changement climatique, accès à l'eau, menace de certains écosystèmes avec la déforestation, appauvrissement des terres, pollutions en tout genre, menace de la biodiversité, gestion des déchets, surexploitation des ressources naturelles, ...) qui engagent l'avenir de nos sociétés appellent à un renouvellement de nos cadres de pensée, des institutions et des pratiques de gestion qui permettront de concevoir des politiques intégrées et une gouvernance à multi niveaux pour aller vers des sociétés durables.